

L'Islamophobie : un racisme d'Etat au service du sionisme

La situation est alarmante. Les actes islamophobes déclarés ont augmenté de 57% entre 2011 et 2012, alors qu'ils avaient déjà augmenté de 34% en 2011. Les femmes musulmanes en sont les victimes à plus de 80%. Et en seulement deux mois, depuis fin mai 2013, on recense plus d'une dizaine de cas de femmes insultées et agressées violemment. A Argenteuil, une jeune victime enceinte a perdu son bébé suite à l'agression.

Malgré la gravité des faits, l'Etat et la classe politique se réfugient dans une posture qui dénie ou minimise ces actes islamophobes. Il faut bien constater que cette posture est diamétralement opposée lorsqu'il s'agit d'actes prétendument antisémites. Dans toutes les agressions récentes de jeunes femmes musulmanes, les pouvoirs publics leur demandent de ne pas s'exprimer, de ne pas alerter leur communauté, on cherche à minimiser les faits afin, dit-on, que les réactions ne tournent pas à l'émeute. On tergiverse quant au caractère raciste des agressions. Très souvent le témoignage des victimes est soumis à caution dans les médias, quand on ne les accuse pas d'avoir provoqué elles-mêmes les agressions et d'être les fauteuses de trouble. La posture est aussi diamétralement opposée lorsqu'il s'agit de liberté d'expression. En effet les autorités cautionnent sans scrupules l'interdiction de conférences anti-sionistes alors qu'elles ne voient rien à redire au sujet des multiples couvertures à sensation de journaux et magazines, mettant en garde contre un prétendu « péril vert ». Pourtant, il apparaît que dans notre société, le péril est d'abord pour les musulmans et les musulmanes !

La stratégie des gouvernements français successifs est claire. Il s'agit de renverser les rôles afin de faire passer les citoyens musulmans pour des délinquants et des dangers potentiels. Des lois discriminatoires et racistes stigmatisent les femmes musulmanes voilées. Ces femmes sont mises en danger au sein d'une société galvanisée par des campagnes médiatiques islamophobes. Finalement les policiers censés les protéger, multiplient les provocations racistes et les interpellations violentes non justifiées dans leurs quartiers. Plus de 40% d'actes islamophobes mettent en cause des fonctionnaires. A chaque fois le scénario est le même. Il s'agit de provoquer les habitants des quartiers populaires jusqu'à l'exaspération et les pousser à se révolter, comme à Clichy sous Bois en 2005, à Amiens en 2012, à Trappes en 2013. Les médias n'ont plus alors qu'à relater les faits selon la version de la police et à dénoncer le caractère prétendument anti-républicain des émeutiers.

Comme il le fait depuis plusieurs années déjà, le Comité Action Palestine dénonce avec virulence cette stratégie islamophobe parfaitement orchestrée, entretenue par les discours médiatiques des hommes politiques de cette Nation, par leurs pratiques anti-immigrés et les lois discriminatoires qu'ils adoptent. Au nom d'un nouvel ordre moral et d'une laïcité qui n'a absolument rien à voir avec la loi de 1905, la classe politique française use de tous les instants et de tous les stratagèmes pour implanter la haine anti-musulmane dans ce pays car elle y voit deux objectifs majeurs.

La première fonction de ce racisme islamophobe est à usage interne. Il marginalise une population économiquement précaire et donc susceptible d'être politiquement contestataire : il crée donc une scission blancs-immigrés profitable au maintien de l'ordre républicain-bourgeois. A cette fin, avec les mêmes méthodes et le même esprit hérités du colonialisme, il utilise la femme musulmane en lui ordonnant de se dévoiler ou en la marginalisant socialement, afin de fragiliser plus encore cette partie de la population. La femme musulmane, au nom de la prétendue liberté de la femme occidentale, sert également d'instrument raciste pour stigmatiser les hommes musulmans et renforcer la discrimination et l'anathème à leur égard.

L'islamophobie, en tant qu'idéologie dominante, crée une représentation inversée de la réalité sociale qui fait passer les victimes pour les agresseurs. Par des mécanismes racistes identiques à ceux mis en œuvre en situation coloniale, elle impute aux musulmans français un état de sous-humanité qui conduit à les considérer comme soit serviles, soit dangereux. Les classes dominantes en France sont islamophobes par nécessité sociale, ce racisme constituant en quelque sorte un ethos de classe.

L'exploitation forcenée des semi-prolétaires immigrés a besoin d'une justification idéologique, en l'occurrence le racisme anti-musulman. Mais cette islamophobie est assumée et constitue une ressource politique pour asseoir une domination qui en tant que telle serait fragile.

La deuxième fonction, à usage externe, de ce racisme, est de délégitimer tout mouvement de solidarité en France avec les peuples musulmans dans leur résistance contre les agressions coloniales et impérialistes. Il s'agit en particulier d'éviter, pour un Etat républicain pro-sioniste, que le mouvement pro-palestinien trouve un écho au sein de la population française. C'est pourquoi les agents actifs de l'islamophobie sont aussi souvent de fervents partisans d'Israël.

La question sociale en France et la cause palestinienne sont donc consubstantiellement liées. La classe politique ne s'y est pas trompée en élevant le sionisme au rang d'idéologie officielle de l'Etat Français. En ce qui concerne les dominés, le niveau d'implication dans le soutien à la cause palestinienne constituera sans doute le révélateur de l'autonomie de leur mouvement et de leur maturation politique.

Comité Action Palestine